*lent affronter avec des chances de succès les combats plus durs de demain.*

*Les cadres sont l'enjeu d'une lutte d'influence entre le gouvernement et la direction de la S.N.C.F., d'une part, et les organisations syndicales, d'autre part. Les résultats montrent que celles-ci n'ont pas, jusqu'ici, mené leur lutte d'une manière correcte. Ils usent exclusivement de la persuasion. Sur ce terrain, l'adversaire a des arguments meilleurs. Aux adjurations humanitaires et moralistes des syndicats d'exécution, les « patrons » opposent l'avancement et une hiérarchie « améliorée ». Ceci ne les empêchent pas d'utiliser la coercition (ordres du jour 64 et 103).*

*Cheminots, gaziers, électriciens montrent une belle combativité. Les grèves répétées ont cependant pour eux un caractère pénible qu'ils réalisent notamment lorsqu'ils constatent que leur solde est amputée des jours de grève du mois écoulé. Leur mécontentement, leur sentiment d'être frustrés, dupés, les poussent à continuer le combat, mais ils aimeraient savoir où cela va déboucher. La fermeté de Debré les impressionne, et ce d'autant plus qu'ils sentent que sa politique économique n'est pas seulement celle d'un gouvernement mais celle du régime gaulliste. Alors ! pour obtenir des satisfactions sensibles et durables, renverser de Gaulle ? L'idée fait son chemin. Mais quoi mettre à la place ? Ni le gouvernement de Mendès, ni la démocratie rénovée de Thorez ne constituent des perspectives bien exaltantes.*

*(Correspondant)*

## DANS LA MÉTALLURGIE

Contrairement à ce que pensaient quelques militants de notre entreprise, la grève de la fonction publique n'eut que fort peu de répercussion chez nous. Cependant, là comme ailleurs, le patron avait fermé le mardi et porté la récupération au samedi suivant. Malgré un plan de riposte, établi en conseil syndical, puis en commun avec la C.F.T.C., nous n'avons obtenu qu'un débrayage d'un quart d'heure, très minoritaire, de protestation le lundi — veille de la fermeture —, les syndicats renonçant, devant cet échec, à la mobilisation prévue pour les autres jours de la semaine. Certes, le mot d'ordre : paiement de la journée de mardi, paraissait inaccessible, mais est-ce là la seule raison ? Non, ce n'est qu'un petit aspect car maintenant, c'est une habitude, il y a un décalage constant entre les mots d'ordre, la conscience des ouvriers et les résultats obtenus. Si l'on s'en tient à la mobilisation unanime qui dura huit semaines avant les vacances, la conscience générale du personnel est assez élevée. Mais cette grève qui fut pour nous remarquable de dynamisme, d'enthousiasme... par le fait qu'elle n'obtint pas de satisfaction, laissa un trouble quant à la possibilité de vaincre sur le plan d'une entreprise. Il semble d'ailleurs que ce soit la conclusion d'ensemble dans la métallurgie où depuis maintenant plus de six ans les luttes particulières ont usé toutes les ficelles de l'action, n'ont conduit qu'à des résultats locaux et limités, au bénéfice de quelques pour cents acquis dans le cadre de l'expansion dans une pression temporaire et limitée.

Si l'on considère qu'implicitement, les causes de la mobilisation de la fonction publique dépasse largement les objectifs revendicatifs, on comprend que, dans la métallurgie, il n'aurait pu prévoir d'action que dans la mesure d'une généralisation.

Dans notre entreprise, il faut convenir que la situation économique n'est pas dramatique. La pratique des heures supplémentaires conduit à des salaires de 1,5 à deux fois le salaire sur quarante heures. C'est vraiment un non-sens, dans ces conditions, de proposer un quart d'heure de grève quand l'horaire moyen est de 60 heures, pour obtenir le 28 novembre payé !...

Par ailleurs, la situation dans les syndicats est très désastreuse. Alors qu'avant les vacances, l'union paraissait solide, il en va tout autrement. La direction de Force Ouvrière qui connait des difficultés internes très sérieuses, refuse absolument et la discussion avec les autres et toute action quelle qu'elle soit. La C.G.T. se livre à une polémique inconsciente et effrénée contre la C.F.T.C. et ses dirigeants fédéraux. La C.G.T., sans connaître de difficulté idéologique interne pour le moment, traverse une crise de militantisme les militants près des ouvriers ressentent bien la désaffection de ceux-ci mais ne peuvent en traduire les causes, ces militants, pour la plupart membres du P.C.F., subissent eux-mêmes une crise de conscience avec les effets du 22e Congrès et se comportent comme des gens malades, manquant absolument de confiance dans leur troupe.

La C.F.T.C., si elle accepte l'unité d'action, est consciente de la crise de la C.G.T. et se refuse avec ses gens peu sûrs à des actions d'ampleur, en même temps qu'elle s'attaque comme le fait sa fédération, au P.C. et à la C.G.T. auxquels elle dénie le rôle de « conscience de la classe ouvrière... ». On comprend, dans ces conditions, que les ouvriers n'y trouvent pas leur compte et refusent de faire les frais de l'aventure, étant eux-mêmes incapables d'imposer une juste orientation et se contentant de ne pas suivre le mots d'ordre.

Cette situation est aggravée sur le plan des grèves politiques, Algérie, riposte à l'O.A.S. où la participation, malgré un appel C.G.T. et C.F.T.C., ne fut que de quelque 400 personnes pour un effectif de 3.000, la qualité l'emportait sur la quantité...

Situation très sérieuse dont les militants auront du mal à sortir car il leur faut réviser toute leur conception.

En premier lieu, faire leur l'idée de la généralisation et de la coordination des luttes et des revendications.

Ensuite, ouvrir de véritables perspectives de lutte contre de Gaulle par la proposition d'une solution de rechange.

Abandonner la polémique qui accroît la division, mais au contraire, mettre en difficulté F.O., voire la C.F.T.C. par la publication d'un programme et de moyens clairs et audacieux.

Eliminer l'équipe des « vieux staliniens » qui, malgré une autocritique, ne pourront plus gagner la confiance des masses.

Favoriser la montée d'éléments jeunes mêmes si ceux-ci n'ont pas toute la formation voulue.

La situation n'est pas désespérée et, paradoxe qui en dit long sur les craintes du gouvernement, le patron, malgré l'absence de climat, vient de lâcher quelques miettes sous la forme d'une prime, et s'engage à discuter des salaires courant janvier.

De quoi y perdre son latin !...

(Correspondant.)

## AU CONGRÈS FORCE OUVRIÈRE

### une opposition de gauche trop respectueuse

*Il y a deux sortes d'appareils bureaucratiques : les durs et les souples. Les souples ne sont pas les moins solides. La direction de Force Ouvrière fait partie des appareils souples. Le numéro du 29 novembre de son journal, rendant compte du congrès confédéral qui s'est tenu du 22 au 25 novembre, s'ouvre par un éditorial de Robert Bothereau qui se félicite hautement de l'exercice de l'opposition dans sa centrale. Il en existe d'autres où règne semblable démocratie : la F.E.N., la C.F.T.C. ; mais ce qui, pour Bothereau, fait le mérite de la démocratie « Force Ouvrière », c'est que la discussion, d'un ton qui a été parfois fort élevé au long des quatre jours de congrès, ne s'est pas conclue par le vote de résolutions de tendances opposées mais par des*

(Suite page 10.)